



Dernière mise à jour : juillet 2023

Fiche réforme n°07

# Les enfants et adolescents en milieu scolaire

**Le Défenseur des droits est régulièrement saisi de réclamations individuelles visant des situations dans lesquelles il a été porté atteinte à l'intérêt supérieur de l'enfant et à ses droits fondamentaux au sein des établissements scolaires.**

Au-delà de ces situations individuelles, l'institution du Défenseur des droits s'assure que les lois, les décrets ou encore les circulaires sont en accord avec les droits fondamentaux qu'elle protège et promeut. Lorsque les textes législatifs ou réglementaires ne le sont pas, elle recommande leur modification afin de protéger le plus grand nombre de personnes pouvant être confrontées à une situation similaire.

Ainsi, dans le cadre de ses missions, le Défenseur des droits adresse régulièrement des propositions de réforme aux autorités compétentes pour garantir le respect de l'ensemble des droits fondamentaux de l'enfant et la prise en compte en toutes circonstances de son intérêt supérieur.

# Réformes obtenues

## La prise en compte des élèves victimes et témoins dans l'organisation des conseils de discipline

Alerté sur les conditions dans lesquelles un conseil de discipline s'est déroulé pour une élève mineure, victime de violences physiques par ses camarades dans l'établissement scolaire, le Défenseur des droits a adressé au ministre de l'éducation nationale plusieurs recommandations visant à améliorer et renforcer la prise en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant victime et témoin dans le cadre de l'organisation et du déroulé des conseils de discipline.

- ☞ **Lever toute ambiguïté de formulation de la description des faits** en cessant d'utiliser la qualification de « jeux dangereux à l'encontre d'un élève » et de privilégier la formulation de « pratiques violentes », et d'en informer l'ensemble de la communauté éducative ;
- ☞ Modifier la législation applicable en la matière afin d'inclure les représentants légaux de l'enfant convoqué en qualité de témoin dans la liste des destinataires des convocations en conseil de discipline, et d'imposer que l'élève et ses représentants légaux soient informés du droit de l'enfant d'être accompagné par son représentant légal ;
- ☞ Compléter les circulaires consacrées à la discipline afin de prendre en compte la victime et les témoins de faits à l'origine d'une procédure disciplinaire en milieu scolaire et de sensibiliser l'ensemble des établissements scolaires sur ce point.
- ✓ **Ces recommandations ont été suivies d'effet. Le décret n° 2019-907 du 30 août 2019 a notamment modifié le Code de l'éducation pour répondre à la proposition de réforme du Défenseur des droits.**

## L'instruction obligatoire dès l'âge de trois ans

Dans son rapport annuel dédié aux droits de l'enfant de 2018, le Défenseur des droits a recommandé d'engager une réflexion sur l'instruction obligatoire dès l'âge de trois ans. Cette réforme devrait en effet permettre à tous les enfants de développer leur apprentissage de la langue. Par ailleurs, elle permettrait de compenser les inégalités auxquelles les enfants peuvent être confrontés dès leur plus jeune âge.

- ✓ **Cette recommandation a été suivie d'effet. L'article 11 de la loi pour une école de la confiance abaisse à trois ans, contre six auparavant, l'âge de l'instruction obligatoire.**

**Toutefois**, le Défenseur des droits reste vigilant quant à la mise en œuvre de cette réforme. Il a recommandé, dans son avis du 28 janvier 2019, qu'elle soit accompagnée d'une meilleure adaptation des écoles maternelles aux tout petits enfants, avec une attention particulière portée aux enfants en situation de handicap.



## Les refus de scolarisation opérés par les maires

Le Défenseur des droits est régulièrement saisi de situations dans lesquelles le maire d'une commune refuse l'inscription d'un ou de plusieurs enfants à l'école, parfois pour des motifs discriminatoires, en prétextant que ses responsables ne fournissent pas un justificatif de résidence idoine, notamment ceux vivant dans un habitat précaire (hôtel social, bidonville...). Or, la résidence sur la commune se prouve par tout moyen. Par conséquent, il a interpellé à de multiples reprises les pouvoirs publics afin de mettre un terme à cette pratique.

- ✓ **La loi pour une école de la confiance prévoit désormais que, en cas de refus d'inscription sur la liste scolaire de la part du maire sans motif légitime, le directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN), agissant sur délégation du préfet, procède à cette inscription, en application de l'article L. 2122 34 du Code général des collectivités territoriales, après en avoir requis le maire.**

À la suite des sollicitations du Défenseur des droits auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, la liste énumérant les pièces qui peuvent être demandées par le maire à l'appui de la demande d'inscription ont été fixées par le décret n° 2020-811 du 29 juin 2020.

## La meilleure prise en charge des harcèlement scolaires

Le Défenseur des droits est particulièrement préoccupé par l'ampleur du phénomène de harcèlement scolaire, dont il est régulièrement saisi et par ses conséquences qui peuvent être dramatiques. Il recommande depuis 2019 au ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports de :

- ☞ Demander à l'ensemble des rectorats et services académiques de rediffuser **les protocoles et outils de lutte contre le harcèlement** auprès de tous les chefs d'établissements scolaires et de continuer à promouvoir, leur mise en place et utilisation systématique dans tous les cas où une situation de harcèlement est évoquée ;
- ☞ **Former tous les responsables** d'établissements scolaires, les médiateurs académiques, les inspecteurs de circonscription, les médecins et infirmiers scolaires, au repérage du harcèlement scolaire et à l'utilisation des dispositifs permettant de prévenir et de lutter contre le harcèlement ;
- ☞ Demander à chaque établissement scolaire d'établir un **bilan régulier** des situations de harcèlement survenues entre élèves et des mesures mises en œuvre pour les prévenir ou les traiter afin d'évaluer et améliorer les pratiques.
- ✓ **Ces recommandations ont été partiellement suivies d'effets : la loi du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire prévoit une liste de personnels devant recevoir, dans le cadre de leur formation initiale, une formation à la prévention des faits de harcèlement ainsi qu'à l'identification et à la prise en charge des victimes, des témoins et des auteurs de ces faits.**

Une formation continue relative à la prévention, à la détection et à la prise en charge du harcèlement scolaire et universitaire est également proposée à l'ensemble de ces personnels ainsi qu'à tout ceux intervenant à titre professionnel dans des établissements d'enseignement.



# Réformes attendues

## Le droit à la cantine scolaire pour tous

Depuis sa création, le Défenseur des droits est régulièrement saisi de réclamations visant les difficultés d'accès aux cantines scolaires que peuvent rencontrer certains enfants.

À partir de ces réclamations, il a publié en 2013 et 2019 deux rapports ainsi qu'un avis en 2015 portant sur ces problématiques, et dans lesquels il adresse aux autorités compétentes des recommandations afin d'assurer un droit d'accès au service public de la restauration scolaire, effectif et sans-discrimination.

Le Défenseur des droits rappelle que l'inscription au service de restauration scolaire ne peut être refusée à un enfant scolarisé. En outre, il appelle à une suppression expresse et effective de toute forme de discrimination à l'égard des enfants ou de leur famille dans leur accès à la restauration scolaire. Il recommande à ce titre de :

- ☞ Prévoir une **modulation des tarifs** pour rendre effectif le droit à la cantine scolaire ;
- ☞ Bannir la pratique du déjeuner humiliant visant à servir aux enfants des menus différenciés afin de faire pression sur les parents et ne pas recourir aux exclusions ;
- ☞ Engager une réflexion sur la généralisation du **repas végétarien de substitution**.

La Défenseure des droits souhaite qu'une réflexion sur l'évolution du statut de service public de la restauration scolaire soit amorcée et préconise que le service public de restauration scolaire, dès lors qu'il a été mis en place, soit ouvert à tous les enfants dont les parents le souhaitent, indépendamment de leur situation ou de celle de leur enfant. Cet accès généralisé suppose des aménagements de l'espace réservé à la restauration scolaire dans les établissements, et par conséquent la mise à disposition de moyens financiers supplémentaires suffisants.

Par ailleurs, concernant les enfants handicapés scolarisés, il **invite le législateur à modifier l'article 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 en ces termes** : « La discrimination inclut le refus de mettre en place les aménagements raisonnables en faveur des personnes handicapées ».

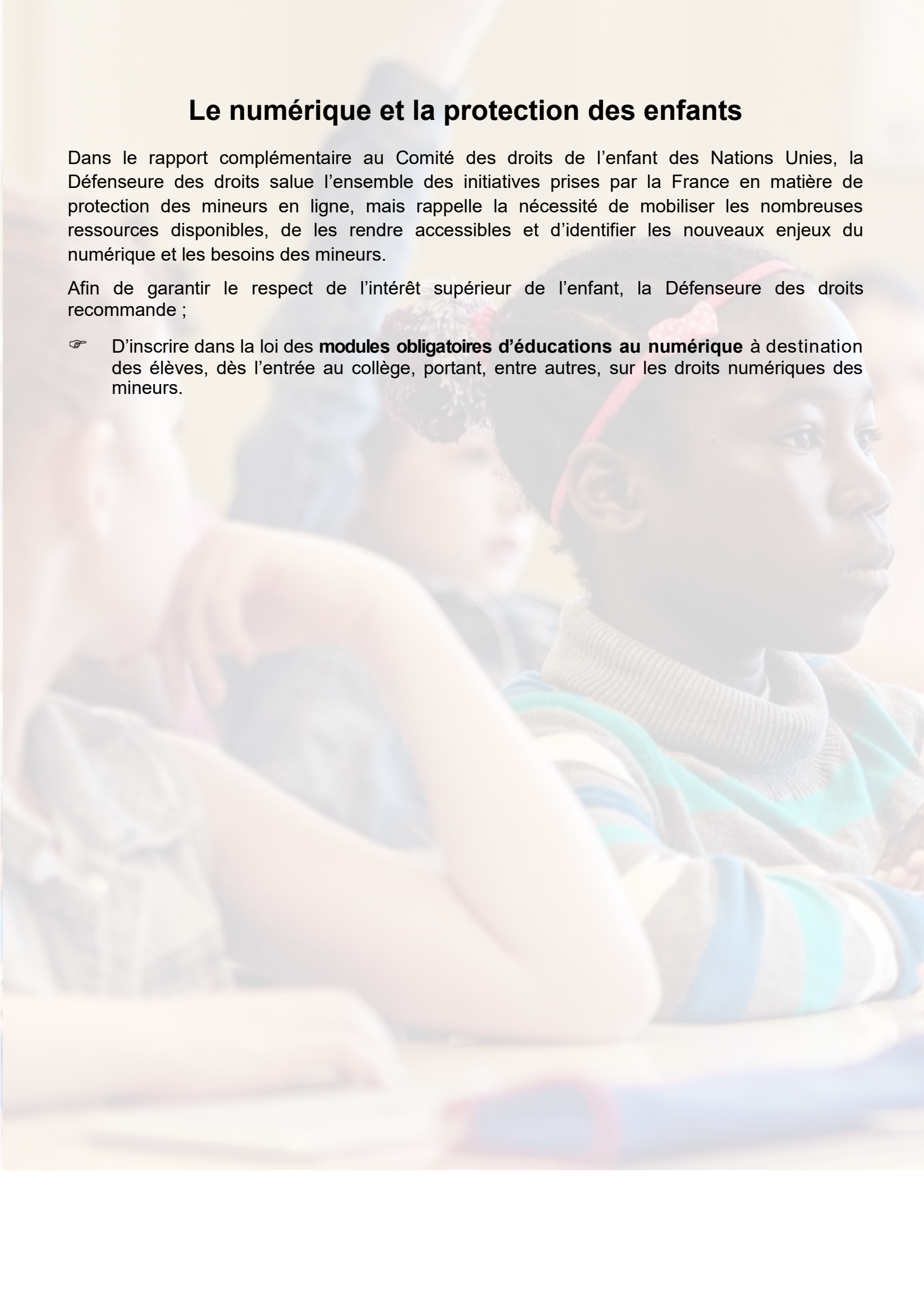
En ce qui concerne la **tarification du service de restauration scolaire**, le Défenseur des droits recommande, eu égard à l'absence de liberté de choix des parents dans l'affectation des enfants en unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), que la tarification ne soit pas différente pour les élèves résidant dans une commune autre que la commune d'implantation de l'ULIS. Il préconise également que la tarification de l'accueil au service de restauration scolaire, dans le cas de conclusion d'un plan d'accueil individualisé (PAI) avec panier-repas, soit systématiquement minorée pour tenir compte de la fourniture du repas par les parents.

## Le numérique et la protection des enfants

Dans le rapport complémentaire au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, la Défenseure des droits salue l'ensemble des initiatives prises par la France en matière de protection des mineurs en ligne, mais rappelle la nécessité de mobiliser les nombreuses ressources disponibles, de les rendre accessibles et d'identifier les nouveaux enjeux du numérique et les besoins des mineurs.

Afin de garantir le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant, la Défenseure des droits recommande ;

- ☞ D'inscrire dans la loi des **modules obligatoires d'éducatons au numérique** à destination des élèves, dès l'entrée au collège, portant, entre autres, sur les droits numériques des mineurs.





# Les alertes de la Défenseure des droits

## Pour que chaque lycéen soit scolarisé

En septembre 2022, près de 18 000 élèves étaient sans affectation le jour de la rentrée scolaire. Privés de leur droit à l'éducation en raison d'un nombre insuffisant de places, en particulier dans les filières technologiques et professionnelles, la Défenseure des droits s'est saisie d'office de cette situation.

L'article L.111-1 du code de l'éducation énonce que « l'éducation est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves. Il contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative ».

Cette situation nuit à la poursuite de la scolarisation et accentue un risque de décrochage scolaire. En réponse, les services académiques ont proposé des affectations dans des établissements parfois très éloignés du domicile de l'élève, une réorientation ou un redoublement, laissant élèves et familles dans une situation inconfortable.

La Défenseure des droits déplore un défaut d'anticipation des services académiques dans la prévision des effectifs et l'affectation de moyens adéquats. La Défenseure des droits recommande au ministre l'éducation nationale et de la jeunesse de prendre les mesures suivantes :

- ☞ **Anticiper et accorder les moyens humains, financiers et matériels** nécessaires dans l'ensemble des filières générale, technologique et professionnelle, notamment en augmentant le nombre d'enseignants, de divisions et de dotations horaires globales à hauteur des besoins et en s'assurant, avec les régions, de l'adéquation des infrastructures ;
- ☞ Déployer ces moyens mentionnés ci-dessus en tenant compte des **réalités locales** et en les adaptant aux **difficultés sociales** constatées ;
- ☞ Développer l'information en matière d'orientation fournie aux élèves et à leurs familles ;
- ☞ Aménager le calendrier des affectations en seconde et en première afin que les élèves **reçoivent leur affectation le plus tôt possible** ;
- ☞ Mettre en place des **permanences dans les rectorats** permettant de répondre rapidement aux sollicitations urgentes pendant les vacances scolaires ;
- ☞ S'assurer que tous les élèves qui se trouvent sans affectation le jour de la rentrée scolaire, bénéficient **d'un accueil à temps plein et d'un accompagnement éducatif**, au sein de leur établissement d'origine ou dans le cadre d'un dispositif spécifique, dans l'attente qu'une affectation définitive puisse leur être proposée ;
- ☞ En cas d'affectation tardive après la rentrée scolaire, prévoir un **accompagnement individualisé** au sein de l'établissement d'affectation afin de permettre aux élèves concernés de rattraper leur retard ;
- ☞ Permettre aux élèves ayant échoué au baccalauréat de redoubler dans leur lycée d'origine.

# Les alertes de la Défenseure des droits

## La procédure AFFELNET

En raison du nombre élevé de lycéens sans affectation pour leur rentrée scolaire, la Défenseure des droits alerte sur le fonctionnement de la procédure AFFELNET. Cette procédure permet d'affecter les élèves de troisième dans les lycées de leur académie sur trois critères : l'adresse du domicile, les compétences du socle commun et les résultats scolaires.

Saisie par une famille dont leur fille se trouvait en difficulté lors de son affectation en classe de seconde en raison de la procédure AFFELNET, la Défenseure des droits constate l'existence d'une atteinte à l'intérêt supérieur de l'enfant, d'une rupture d'égalité devant le service public et des manquements du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA), ainsi qu'au régime juridique applicable à la protection des données personnelles (RGPD).

La Défenseure des droits estime que l'État nuit à l'intérêt supérieur de l'enfant quand il ne met pas en place de contrôle humain ni de voie de recours adéquate autour de l'outil numérique. La Défenseure des droits rappelle que si une décision administrative peut-être prise par un algorithme seul, cette capacité doit être assortie de garanties pour l'utilisateur.

Dans une décision du 26 juin 2023, la Défenseure des droits recommande au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports les mesures suivantes :

- ☞ Mettre en place tout mécanisme de nature à **vérifier l'exactitude des données traitées par AFFELNET** et de **rectifier les erreurs portées à sa connaissance** conformément au RGPD.
- ☞ S'assurer **qu'aucune décision individuelle d'affectation n'est prise de façon entièrement automatisée** dans le cadre d'AFFELNET.
- ☞ **Clarifier les responsabilités** dans le traitement des données personnelles sur AFFELNET, entre les établissements scolaires et les académies.
- ☞ S'assurer du **respect des obligations de transparence** prévues par le RGPD et le CRPA par les académies.

# Les alertes de la Défenseure des droits

## Harcèlement scolaire et prise en compte de la parole des enfants

La Défenseure des droits continue d'être saisie sur des problématiques de harcèlement scolaire sur l'ensemble du territoire. Si les situations de harcèlement sont en baisse depuis 2011, leur nombre et les conséquences qu'elles peuvent avoir restent préoccupantes et révèlent la persistance du problème ainsi que les difficultés rencontrées dans la déclinaison des instructions et outils ministériels.

Dès 2017, le Défenseur des droits a porté plusieurs recommandations à ce sujet.

Depuis 2020, la Défenseure des droits constate toutefois que certains établissements et/ou autorités de tutelle ne se saisissent pas encore suffisamment des outils élaborés au plan national, que certaines équipes pédagogiques rencontrent des difficultés à identifier et réaliser l'ampleur des faits, que les chefs d'établissement sont souvent réticents à une prise en charge du harcèlement lorsque les plaintes sont en cours d'enquête ou ont été classées sans suite, et que les établissements scolaires relevant de l'enseignement catholique sont également touchés par le phénomène de harcèlement.

La Défenseure des droits constate également que pour les enfants porteurs de handicap, les situations de harcèlement peuvent être mal identifiées par les enseignants, de même pour les enfants issus de l'immigration qui sont plus souvent exposés à ces situations.

Chaque situation étant différente, il convient d'adopter une approche adéquate tout en laissant une place à la parole de l'enfant afin qu'il puisse formuler lui-même les mesures qu'il juge nécessaire de prendre au regard des faits qu'il subit. Sur la prise en compte de la parole de l'enfant, la Défenseure des droits recommande notamment :

- ☞ Aux établissements scolaires et aux autorités chargées d'en exercer la tutelle, de s'assurer que **l'enfant soit mis en mesure de s'exprimer** sur les faits qu'il subit ou qui lui sont reprochés avant toute sanction à son encontre ;
- ☞ Aux établissements scolaires, de veiller à ce que, dans tout **processus d'orientation scolaire, les enfants soient entendus et respectés** dans leurs souhaits ;
- ☞ Aux structures accueillant ou prenant en charge des enfants, de se **doter d'outils d'évaluation de leur dispositif** de participation des enfants et du recueil de la parole des enfants ;
- ☞ Aux institutions publiques prenant en charge des enfants, de prendre les mesures nécessaires afin de **garantir que l'opinion de tous les enfants soit sollicitée sur toutes les questions les concernant** ;
- ☞ Au ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports d'accompagner le **développement de programmes axés sur le langage et l'acquisition de compétences oratoires des enfants** par la formation des enseignants.



# Pour en savoir plus

Rapport 2013 « L'égal accès des enfants à la cantine de l'école primaire ».

Avis 15-24 du 26 novembre relatif à la garantie du droit d'accès à la restauration scolaire : proposition de loi n° 341 visant à garantir le droit d'accès à la restauration scolaire.

Rapport 2018 consacré aux droits de l'enfant. « De la naissance à 6 ans : au commencement des droits ».

Avis 19-04 du 28 janvier 2019 relatif au projet de loi pour une école de la confiance.

Rapport 2019, « Un droit à la cantine scolaire pour tous les enfants » - intérieur supérieur de l'enfant, égalité des droits et non-discrimination.

Décision n° 2019-164 du 2 juillet 2019 relative au déroulement des conseils de discipline à la suite de jeux dangereux au sein d'un établissement scolaire.

Décret n° 2020-811 du 29 juin 2020 précisant les pièces pouvant être demandées à l'appui d'une demande d'inscription sur la liste prévue à l'article L. 131-6 du code de l'éducation.

Rapport 2020 consacré aux droits de l'enfant « Prendre en compte la parole de l'enfant : un droit pour l'enfant, un devoir pour l'adulte ».

Rapport 2021 « Consultation citoyenne sur les discriminations : Recommandations et propositions du Défenseur des droits ».

Avis 21-10 du 12 juillet 2021 relatif au harcèlement scolaire et cyberharcèlement.

Rapport complémentaire au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, décembre 2022.

Décision n° 2023-140 du 26 juin 2023 relative à la procédure AFFELNET.

Communiqué de presse du 6 juillet 2023, « Des élèves sans affectation au lycée à la rentrée scolaire : une atteinte au droit à l'éducation qui appelle des réponses fortes ».